

OLARTE BÁCARES, Diana Carolina (République de Colombie)

[Original : espagnol]

Curriculum vitae

Nom de famille :	Olarte Bácares	
Prénom :	Diana	
Deuxième prénom :	Carolina	
Sexe :	Féminin	
Date de naissance :	28/09/1977	
Nationalité :	Colombienne	
Groupe régional :	Amérique latine et Caraïbes	
Autre nationalité : (le cas échéant)	Italienne	
État civil :	Mariée	
Liste A/Liste B	Liste B	
Langues	Langue maternelle : Espagnol	
- Anglais	(écrit) niveau avancé	(oral) niveau avancé
- Français	(écrit) niveau avancé	(oral) niveau avancé
- Autres	Italien : (écrit) niveau avancé	(oral) niveau avancé
-	Portugais : (écrit) niveau élémentaire	(oral) niveau élémentaire
Éducation : <i>Date, institution, qualification(s) obtenue(s) (en commençant par les plus récentes)</i> - <i>Veillez copier/coller pour ajouter des données</i>		
Études universitaires		
09/2008 – 07/2015		
- <i>Institution :</i> Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris (France).		
- <i>Qualification(s) obtenue(s) :</i> Doctorat en droit international, la thèse ayant obtenu la qualification la plus élevée, Summa cum laude.		
09/2002 - 06/2003		
- <i>Institution :</i> Université de Strasbourg III Robert Schuman, Strasbourg (France).		
- <i>Qualification(s) obtenue(s) :</i> Master de recherche en droit international.		

07/1996 - 08/2002

- *Institution* : Université pontificale Javeriana, Faculté de droit, Bogotá (Colombie).
- *Qualification(s) obtenue(s)* : Juriste admise à exercer par le Conseil supérieur de la magistrature.

Diplômes de formations spécialisées**09/2023**

- *Institution* : Institut néerlandais des relations internationales Clingendael, La Haye (Pays-Bas).
- *Qualification(s) obtenue(s)* : Séminaire des compétences pour les négociations internationales.

04/2019 - 10/2019

- *Institution* : Institut interaméricain des droits de l'homme et GIZ (*Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*) Coopération allemande, San Jose (Costa Rica).
- *Qualification(s) obtenue(s)* : Formatrice, méthodologie Themis, argumentation juridique et contrôle de la conformité aux normes.

07/2012

- *Institution* : Centre interuniversitaire européen pour les droits de l'homme et la démocratisation, Venise (Italie).
- *Qualification(s) obtenue(s)* : Diplôme du cours d'été de l'Académie des droits de l'homme de Venise.

06/2011 - 07/2011

- *Institution* : Institut universitaire européen, Académie de droit européen, Florence (Italie).
- *Qualification(s) obtenue(s)* : Diplôme des cours généraux et spécialisés sur le droit relatif aux droits de l'homme.

05/2010 - 06/2010

- *Institution* : American University, Washington College of Law, Washington (U.S.A.)
- *Qualification(s) obtenue(s)* : Études avancées, cours sur le droit relatif aux droits de l'homme et le droit international humanitaire.

07/2009 - 08/2009

- *Institution* : Académie de droit international de La Haye, La Haye (Pays-Bas).
- *Qualification(s) obtenue(s)* : Cours d'été sur le droit international public.

10/2006 - 12/2006

- *Institution* : Organisation internationale de droit du développement (IDLO), Rome (Italie).

- <i>Qualification(s) obtenue(s) : Cours des professionnels du droit pour le développement.</i>
Expérience professionnelle : <i>Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par les plus récentes)</i> - <i>Veuillez copier/coller pour ajouter des données</i> - <i>Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience pour la candidature au titre de la liste A ou B, le cas échéant</i>
01/2023 – Aujourd'hui - <i>Employeur :</i> Ministère colombien des affaires étrangères. - <i>Intitulé du poste :</i> Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Colombie au Royaume des Pays-Bas. - <i>Autres informations :</i> En sa qualité d'Ambassadeur, elle exerce des fonctions représentatives dans les instances bilatérales et multilatérales. - Dans le contexte bilatéral, elle représente les intérêts politiques de la Colombie, en développant et en renforçant notamment les relations et la coopération dans les domaines de la sécurité et de la défense, aux fins de la lutte contre la criminalité transnationale organisée, en mettant l'accent sur la résolution de la problématique mondiale des drogues et de la traite d'êtres humains. Elle a également participé, en tant que négociatrice, aux discussions sur le <i>Traité d'extradition</i> et aux négociations sur l'<i>Accord de coopération judiciaire</i> entre les deux pays, en promouvant l'assistance juridique mutuelle et en facilitant l'échange d'informations et d'éléments de preuve, nécessaire au bon déroulement des procédures judiciaires. Cette expérience est pertinente pour la candidature présentée au titre de la liste B, étant donné ses liens avec les domaines de connaissances correspondants de la Cour pénale internationale, tels que l'approche pour la criminalité transnationale organisée, susceptible de menacer la stabilité mondiale, qui exige une riposte coordonnée des États dans la lutte contre l'impunité, et la prévention des possibles crimes contre l'humanité, incluant la traite d'êtres humains sous la forme de l'esclavage. - Dans le domaine multilatéral, elle est chargée de la représentation permanente de son pays auprès des différents organes directeurs des institutions internationales siégeant à La Haye qui exercent leur compétence sur les questions relatives au droit international. Elle a représenté son pays au Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage, à la Conférence de La Haye sur le droit international privé, à la Cour internationale de Justice et à la Cour pénale internationale. Elle a participé, en les dirigeant, à plusieurs délégations chargées de négocier des instruments internationaux relatifs à la promotion des activités judiciaires internationales et à la lutte contre l'impunité. C'est sous sa direction que l'<i>Accord avec le pays hôte</i>, signé en 2025 entre la Cour permanente d'arbitrage et la Colombie, a été négocié et adopté. En 2023, elle a été nommée vice-présidente du Groupe de travail spécial pour le 125^{ème} anniversaire de la Cour permanente d'arbitrage ; à ce titre, elle a activement défendu l'importance de mécanismes de résolution pacifique des différends, la valeur des contributions de l'Amérique latine au droit international et l'existence de la diversité et de l'inclusion dans les mécanismes internationaux de résolution des différends. Dans le contexte de la Cour pénale internationale, elle a participé aux quatre sessions les plus récentes de l'Assemblée des États Parties, en marge desquelles elle a également organisé plusieurs manifestations parallèles, en y prenant part. Sa participation aux différents groupes et facilitations des Groupes de travail de La Haye, ainsi qu'aux nombreux événements universitaires et relationnels de la Cour pénale internationale, ont accru ses

connaissances, son engagement et son expérience concernant les travaux de la Cour. Elle a également organisé des visites de fonctionnaires élus de la Cour en Colombie (Procureur, Greffier et directeur du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes), visant à renforcer les relations entre son pays et la Cour, et activement contribué à la négociation et à l'adoption d'accords et de plans de travail qui promeuvent la coopération, le dialogue, l'échange de données d'expérience et le renforcement des capacités, entre, d'une part, le système judiciaire colombien, la Juridiction spéciale pour la paix et les organismes de suivi colombiens et, d'autre part, les différents organes de la Cour. Ces accords incluent l'*Accord entre la Colombie et le Bureau du Procureur dans le cadre de la « Politique sur la complémentarité et la coopération du Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale »*, signé en 2024, et le *Plan de travail conjoint*, convenu en 2023 entre le Ministère colombien des affaires étrangères et le Bureau du Procureur. Elle a également élaboré et structuré les analyses requises par la Colombie sur l'état et l'avancement des examens préliminaires, des situations et des procès engagés devant la Cour. Elle a codirigé, en y participant, l'équipe juridique chargée de mettre au point la déposition de la Colombie prononcée le 6 août 2024 devant la Chambre préliminaire I, sur la base de la règle 103 du Règlement de procédure et de preuve de la Cour, dans le contexte de la situation en Palestine. De même, elle a facilité l'organisation de nombreuses rencontres universitaires et actions de sensibilisation de la Cour. Ces événements lui ont permis de développer d'importantes capacités dans les domaines de la gouvernance des institutions judiciaires internationales, en particulier de la Cour pénale internationale, d'approfondir sa solide expérience des fonctions et des missions de la Cour pénale internationale, en particulier celles relatives aux principes de complémentarité et de coopération, et de promouvoir les occasions d'entretenir des relations extérieures ; ces aspects complètent tous l'expérience requise pour les candidats à l'élection au poste de juge de la liste B.

02/2023 – Aujourd'hui

- *Employeur* : Ministère colombien des affaires étrangères.
- *Intitulé du poste* : Représentante permanente à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).
- *Autres informations* : En tant que Représentante permanente de la Colombie à l'OIAC, elle s'est acquittée de fonctions représentatives et a suivi les activités des organes de l'organisation chargés de l'élaboration des politiques, ainsi que la conformité aux obligations imposées par la Convention, incluant, en particulier, l'examen des rapports et des documents élaborés par les différentes entités établies dans le cadre de l'organisation, ainsi que leur transmission au Gouvernement colombien, afin de déterminer les possibles cas d'utilisation d'armes chimiques en Syrie, ainsi que leurs auteurs (et, plus particulièrement, leurs effets sur certaines populations vulnérables, en cohérence avec la participation de la Colombie à des entités qui promeuvent les considérations sur l'égalité hommes-femmes dans les activités de l'organisation). Elle a également élaboré l'analyse ayant abouti à la décision, prise par le Gouvernement colombien, en faveur d'initiatives visant à proposer l'établissement de mécanismes de responsabilisation pour les responsables ayant utilisé des armes chimiques. Cette expérience est liée aux travaux de la Cour pénale internationale, en raison des connaissances acquises sur les situations d'utilisation possible d'armes chimiques contre des populations civiles, et la caractérisation d'éventuels crimes internationaux ou violations d'instruments internationaux applicables, fournissant l'expertise requise pour satisfaire aux exigences imposées aux juges de la liste B.

10/2022 - Aujourd'hui

- *Employeur :* Ministère colombien des affaires étrangères
- *Intitulé du poste :* Juriste et comandataire de la Colombie à la Cour internationale de Justice.
- *Autres informations :* À compter de 2022, elle a été nommée, par la République de Colombie, comandataire dans l'affaire sur la *Question de la délimitation du plateau continental situé entre le Nicaragua et la Colombie à 200 milles nautiques de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)* et, en 2024, dans l'affaire sur l'*Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël)*. Dans la première affaire, en sa qualité de comandataire, elle a dirigé la stratégie de l'équipe colombienne de la Défense ayant abouti à l'arrêt d'une contestation, exprimée de longue date au sujet de droits au plateau continental dont les conséquences s'étendaient à plusieurs régions au-delà des parties en litige, et dont les effets étaient également jugés dans le cadre des allégations portées devant la Cour, en raison de leurs implications sur la paix et la sécurité dans la région, ainsi que sur les droits de l'homme des communautés frontalières. Dans la seconde affaire, en sa qualité de comandataire, elle a dirigé l'élaboration et la présentation de la Déclaration d'intervention colombienne, conformément à l'article 63 du Statut de la Cour, portant sur l'application de la *Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide* et de plusieurs éléments pertinents du droit international humanitaire et des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne certaines populations vulnérables, telles que les femmes et les enfants, dans le contexte des actions conduites par Israël dans la bande de Gaza depuis 2023. Enfin, entre 2023 et 2025, elle a représenté la Colombie à l'équipe juridique constituée devant la Cour internationale de Justice, dans les procédures consultatives sur les *Obligations d'Israël relatives à la présence et aux activités des Nations Unies, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans les territoires palestiniens occupés, et en lien avec ces territoires*, ainsi que dans les procédures relatives aux *Conséquences juridiques des politiques et des pratiques d'Israël dans les territoires palestiniens occupés, incluant Jérusalem-Est*. Cette expérience a approfondi sa connaissance des aspects concrets des questions complexes du droit international public, de ceux du droit pénal international et de plusieurs aspects de procédure concernant la pratique judiciaire dans les cours internationales, laquelle est exigée des candidats présentés au titre de la liste B.

01/2004 - 01/2023

- *Employeur :* Université pontificale Javeriana
- *Intitulé du poste :* Doyenne de la Faculté de droit, directrice de Département et professeur titulaire.
- *Autres informations :* Elle a exercé les fonctions de doyenne de la Faculté de droit (mars 2020-janvier 2021), en s'acquittant de la responsabilité de l'orientation universitaire et administrative de la Faculté de droit ; elle était chargée d'encadrer son développement, en représentant la communauté universitaire, en garantissant la qualité des enseignements et des recherches entreprises sur le droit, et en assurant la conformité à la vision et aux objectifs stratégiques de l'Université. Elle a dirigé une équipe de 85 professeurs titulaires et personnels administratifs, 230 professeurs assistants, 1 200 étudiants de premier cycle en droit, 550 étudiants de troisième cycle en droit et environ 6 000 diplômés. Durant son mandat, le

Programme de droit a fait l'objet d'agréments prestigieux pendant 10 ans ; la reconnaissance qu'il a obtenue est inédite dans l'histoire de la Faculté de droit. Elle a approuvé et encadré la réforme des programmes d'études, qui a notamment instauré des cours sur la justice sociale basée sur les droits de l'homme, le renforcement des institutions judiciaires et l'État de droit. Elle a également entretenu les relations nouées entre la Faculté de droit et les autorités gouvernementales représentant les trois pouvoirs. Elle a été chargée d'établir et de diriger le Comité disciplinaire de la Faculté de droit. Elle a siégé au Conseil d'administration de l'Université de 2020 à 2022, en sa qualité de membre du Comité chargé de rédiger et d'adopter le *Manuel pour la résolution des conflits d'intérêt* à l'Université pontificale Javieriana, de membre du groupe de travail technique pour la mise à jour et la révision du *Protocole sur la prévention, la résolution et le suivi des cas de violence et de discrimination, incluant les violences à caractère sexiste*, et de membre de la Commission des experts chargés d'examiner les possibilités d'améliorer les mesures adoptées pour mettre en œuvre des technologies de l'information dans les procédures judiciaires et d'assouplir les services fournis aux utilisateurs du système juridique du Ministère de la justice, et de la loi.

En sa qualité de directrice du Département de philosophie et d'histoire du droit (12/2016 à 02/2020), elle a contribué à l'établissement et à la mise en œuvre d'une considération sur les droits de l'homme et la justice sociale, dans le cadre du cursus de droit, en incluant des cours sur les thèmes suivants : la paix, le développement et les droits de l'homme ; le droit transnational ; le droit comparé ; et le droit international humanitaire.

Sa carrière universitaire a commencé en 2004, lorsqu'elle a pris ses fonctions de professeur assistant ; elle a ensuite progressé, en gravissant tous les échelons de l'enseignement universitaire (chargée de cours en 2004, professeur assistant de 2005 à 2016, professeur associé de 2016 à 2023 et, enfin, professeur titulaire en 2023). Elle a enseigné le droit international, les systèmes interaméricain et européen des droits de l'homme, le droit international humanitaire, le droit international économique, le droit transnational et le développement, les entreprises et les droits de l'homme, le règlement des différends relatifs aux investissements internationaux, les recherches sur le droit, auprès d'étudiants de premier et de troisième cycles. Elle a également dirigé plusieurs projets de recherche, centrés sur les thématiques des droits de l'homme, et assuré de nombreux cours de formation continue et de spécialisation sur les droits de l'homme, le droit international humanitaire et le droit pénal international, notamment auprès de fonctionnaires, de membres des forces militaires et armées colombiennes, d'avocats des barreaux et de fonctionnaires de la Justice. Elle a dirigé le *Centro de Estudios de Derecho Internacional "Francisco Suárez"* (Centre des études de droit international « Francisco Suárez ») de 2004 à 2007 et de 2015 à 2023.

Cette expérience, acquise dans plusieurs postes, la place au rang des membres éminents du secteur universitaire et des juristes réputés. Sont reconnus ses compétences pour l'exercice de responsabilités et l'encadrement, ses travaux réalisés en équipe, sa capacité à établir des relations et sa rigueur intellectuelle pour les questions pertinentes du droit international, des droits de l'homme et du droit international humanitaire, lesquels sont étroitement liés aux connaissances et compétences exigées pour la mission de la Cour pénale internationale, en particulier pour les juges inclus à la liste B.

01/2022 - 10/2022

- Employeur : *Agencia Nacional de Defensa Jurídica del Estado (ANDJE, Agence nationale*

pour la défense juridique)

- *Intitulé du poste :* Témoin expert
- *Autres informations :* Elle a assuré les fonctions de témoin expert dans l'affaire CDH17-2020 *Peuple autochtone U'WA et ses membres c. Colombie*, engagée devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Elle a rédigé un rapport d'expert sur l'harmonisation du droit au développement, considéré comme un droit de l'homme, et ses liens avec les autres droits de l'homme, sous l'angle du droit international et du droit comparé, en accordant une attention particulière au rôle des projets économiques dans la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels (DESC). Elle a également fait référence aux effets des projets d'exploration et d'exploitation du secteur minier et énergétique sur le droit au développement et la protection des DESC, en particulier en ce qui concerne la prestation de services publics essentiels. Enfin, elle a inclus une analyse sur la protection des communautés autochtones, la souveraineté sur les ressources naturelles et l'auto-détermination des peuples dans le contexte de la protection et de la défense des droits collectifs à la terre et aux ressources naturelles. L'expérience acquise dans le cadre de ces fonctions d'expert, exercées lors de procédures judiciaires internationales relatives aux droits de l'homme, et dans l'étude d'affaires complexes, complète les conditions qu'elle réunit au titre de la liste B.

07/2020 - 09/2020

- *Employeur :* Ecopetrol / Université pontificale Javeriana.
- *Intitulé du poste :* Consultante sur la mémoire réparatrice et la justice, les droits de l'homme et le droit international humanitaire, le règlement des différends relatifs aux investissements, les entreprises et les droits de l'homme.
- *Autres informations :* Consultante principale pour la rédaction de l'*Étude de la mémoire historique de Campo Rubiales*. Campo Rubiales abrite le gisement de pétrole le plus productif de Colombie ; il est situé à Puerto Gaitán et sa communauté est affectée par des problèmes sociaux, des dommages environnementaux et des déplacements forcés. L'étude avait pour principal objet de reconstruire la mémoire historique dans la zone d'exploitation de Campo Rubiales, afin de concevoir des plans pour la résolution pacifique des conflits recensés dans le contexte des dynamiques créées par la justice transitionnelle et les processus de restauration des communautés autochtones établies dans la zone. Cette expérience reconnue offre des aspects concrets pertinents pour les travaux judiciaires de la Cour pénale internationale, requis au titre de la liste B.

03/2021 - 03/2023

- *Employeur :* Chambre de commerce de Bogotá
- *Intitulé du poste :* Membre de la Cour d'arbitrage et du Conseil consultatif pour les différends stratégiques de la Chambre de commerce de Bogotá
- *Autres informations :* Elle a participé à la gestion stratégique du Centre d'arbitrage et de conciliation, chargé d'administrer les processus de médiation, de règlement amiable, de conciliation et d'arbitrage, proposés et encadrés par la Chambre de commerce de Bogotá. Elle a également défini les réglementations et critères applicables, et le mode de sélection des listes des arbitres, des secrétaires des cours d'arbitrage, des conciliateurs, des amiables compositeurs,

et d'autres listes du Centre. Elle a participé à l'examen des manquements reprochés à ces groupes et imposé les sanctions correspondantes lorsqu'elle l'a jugé nécessaire, proposé l'adoption de nouvelles politiques autorisant le Centre à mieux atteindre ses objectifs, et formulé des recommandations pour améliorer l'efficacité de la fonction du Centre consistant à contribuer à l'administration de la justice et à promouvoir l'accès à la justice. Ses responsabilités lui ont permis de consolider son expérience auprès des différents mécanismes de résolution des différends, son engagement en leur faveur, ainsi que ses exigences fondamentales de probité, d'intégrité et de transparence ; ces aspects renforcent les conditions qu'elle réunit au titre des exigences définies pour les juges de la liste B.

Autres activités professionnelles :

- *Veillez copier/coller pour ajouter des données*

05/2022 – 01/2026

- *Activité* : Membre du Groupe national à la Cour permanente d'arbitrage.

03/2018 – 11/2020

- *Activité* : Pair universitaire auprès du *Consejo Nacional de Acreditación* (Conseil national d'accréditation) du Ministère colombien de l'éducation nationale.
- Elle a évalué la qualité académique des institutions et des programmes de l'Enseignement supérieur, sur la base de leur validité, de leurs recherches et de leurs enseignements, en vue de garantir l'objectivité et la rigueur des processus d'agrément. Elle a dirigé le processus d'évaluation des agréments prestigieux accordés aux programmes de droit de l'*Universidad Cooperativa de Pasto* (Université coopérative Pasto) en 2018, de l'*Institución Universitaria de Envigado* (Institution universitaire Envigado) en 2018 et de l'Université privée ICESI en 2020.

03/2015 - 03/2020

- *Activité* : Professeur invité et membre du Comité académique de l'Université de La Sabana.
- Elle a enseigné l'histoire du droit international, la méthodologie des recherches sur le droit, le droit applicable aux investissements internationaux, et les droits de l'homme et les entreprises. Membre du Comité académique du programme de Master en droit international.

06/2019 – 10/2019

- *Activité* : Consultante externe pour l'Association internationale du barreau (IBA)
- Elle a été chargée de concevoir un programme de formation internationale pour les juristes spécialisés dans les droits de l'homme et les entreprises, et de présenter des exposés lors des séances de formation, en collaboration avec la Chambre des services juridiques de l'*Asociación Nacional de Industriales* (ANDI, Association nationale des industriels) et la Chambre de commerce de Bogotá.

12/2016 - 10/2017

- *Employeur* : Faculté de droit *Rodrigo Lara Bonilla* /*Universidad Nacional* (UNAD, Université nationale).

- *Activité* : Formatrice en droits de l'homme et droit international humanitaire.
- *Autres informations* : Elle a présenté un exposé à la séance de formation initiale pour les magistrats et les juges.

09/2087 – 06/2009

- *Employeur* : Sciences Po Paris, Paris, et Campus euro-latino-américain de Poitiers.
- *Activité* : Professeur.
- *Autres informations* : Elle a conçu et enseigné, durant deux semestres, le cours intitulé : Investissements étrangers et droits de l'homme en Amérique latine.

10/2005 – 10/2019

- *Activité* : Professeur invité.
- **(10/2019)** *Faculté de droit Allard, Université de British Columbia, Vancouver (Canada)* : Cours sur la résilience et l'avenir du droit : Comment la pratique du droit évolue en Colombie.
- **(07/2019)** *Cours d'été international de Bayreuth, Université de Bayreuth, Bayreuth (Allemagne)* : Cours sur les droits de l'homme en Amérique du Sud.
- **(04/2019)** *Centro Universitario de Brasilia UNICEUB, Brasilia (Brésil)* : Cours sur les droits de l'homme et les entreprises pour des étudiants de troisième cycle (doctorat en droit).
- **(04/2019)** *Universidad Jorge Tadeo Lozano, Bogotá (Colombie). Master en droits de l'homme, citoyenneté et paix/Master en droit environnemental et durabilité* : Cours du Master en droit environnemental et responsabilité sociale des entreprises.
- **(12/2016, 12/2017, 04/2018)** *Universidad Sergio Arboleda, Bogotá y Santa Marta (Colombie)* : Cours sur les droits de l'homme et les entreprises pour les étudiants du programme de Master en droit administratif et droit public.
- **(10/2017-09/2019)** *Universidad Libre de Colombia, Bogotá (Colombie)* : Cour de doctorat sur le droit transnational.
- **(07/2015-05/2019)** *Universidad del Rosario, Bogotá (Colombie)* : Cours sur le système universel des droits de l'homme pour les étudiants de troisième cycle en droit international relatif aux droits de l'homme et droit international humanitaire.
- **(04/2015)** *Université pontificale Javeriana, Cali (Colombie)* : Cours sur les systèmes de protection des droits de l'homme pour les étudiants du Master en droits de l'homme et culture de la paix.
- **(06/2009 et 09/2009)** *Universidad Católica Andrés Bello/Université pontificale Javeriana, Caracas (Venezuela)* : Cours virtuels pour les juges sur le système interaméricain des droits de l'homme.
- **(03/2006)** *Université pontificale bolivarienne, Medellin (Colombie)* : Cours sur la résolution des conflits dans le droit international économique pour les étudiants du Master en droit privé.
- **(10-11/2005)** *Universidad Privada de La Paz, La Paz (Bolivie)* : Cours sur le droit international

économique pour les étudiants du Master en droit et économie.

06/2006 – 06/2007

- *Employeur* : Centre de pastorale sociale, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Bogotá (Colombie).
- *Activité* : Conseillère juridique.
- *Autres informations* : Elle a conseillé des demandeurs d'asile et élaboré des demandes de reconnaissance du statut de réfugié, soumises au Ministère des affaires étrangères, principalement pour des personnes originaires de Cuba, du Venezuela et de pays africains francophones.

Principales publications

Livres

- *Entreprises et droits de l'homme vus par des femmes : Voix du Sud global*, Olarte-Bácares, Carolina, Pamplona Danielle, Uvarova Olena (eds.), Springer, 245 pages (en anglais).
- *Droit applicable aux investissements internationaux et arbitrage dans la perspective latino-américaine*, Olarte-Bácares Carolina, Monebhurrin Nitish, Velásquez-Ruiz Marco (eds.), Springer, 2024 (en anglais).

Chapitres dans des livres

- « Production intellectuelle des femmes de pays périphériques dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme : Conditions et obstacles », Pamplona Danielle Anne, Olarte-Bácares Carolina, Uvarova Olena, Schembri Peña Angela, dans Uvarova O., Pamplona D.A., Olarte-Bácares C., *Entreprises et droits de l'homme vus par des femmes : Voix du Sud global*, Springer, 2025, pages 1-9 (en anglais).
- « Le droit de propriété », dans Cantú Rivera Humberto (ed.), *Réflexions sur la Déclaration universelle des droits de l'homme*, Brill-Nijhoff, Pays-Bas, 2024 (en anglais).
- « Principe directeur n° 9 : la politique intérieure », Carolina Olarte-Bácares, dans *Commentaire sur les principes directeurs de l'ONU applicables aux entreprises et aux droits de l'homme*, Choudhoury Barnali, Edward Elgar, 2023, pages 70-76 (en anglais).
- « Protection interaméricaine des droits de l'homme applicables aux acteurs économiques », dans Bernd Kannowski, Kerstin Steiner (Eds.), *Droits de l'homme régionaux : Droits de l'homme internationaux et régionaux : Amis ou ennemis ?*, Nomos, 2021, pages 67-96 (en anglais).
- “Empresas y derechos humanos: Un reto para la educación legal en Colombia”, dans Olarte-Bácares Carolina, Irisarri Catalina, Arenas Laura (Eds.), *Retos y Desafíos de las Empresas y los Derechos Humanos*, Editorial Ibáñez, 2019, pages 132-136 (en espagnol).
- « Vie privée et liberté d'expression : approche comparée de la protection des investisseurs en droit des investissements et en droits de l'homme », dans Walid Ben Hamida et Frédérique Coulée, *Convergences et contradictions du droit des investissements et des droits de l'homme*,

Paris, PEDONE, 2017, pages 227-242 (en français).

- « L'impact de l'intersection des régimes juridiques internationaux, de l'investissement étranger et des droits de l'homme en Amérique latine sur le droit transnational », dans Lu Yi et Snyder Francis, *L'avenir du droit transnational : UE, USA, Chine et les BRICS*, Bruylant Bruxelles, 2015, pages 181-209 (en français).
- “Problemas y retos en la enseñanza del Derecho Internacional en América Latina”, dans *Derecho Global, liber amicorum a Luis Fernando Álvarez Londoño*, Jorge González-Jácome (dir.), Javegraf, Bogotá, 2007, pages 21-39 (en espagnol).
- “Las resoluciones de la ONU: Flexibilización de la teoría de las fuentes del derecho internacional”, dans *Derecho Internacional contemporáneo, liber amicorum en homenaje a Germán Cavellier*, Ricardo Abello Galvis (dir.), Université du Rosaire, Bogotá, 2006, pages 160-173 (en espagnol).
- “Enfoque jurídico de los Derechos Humanos”, manuel d'enseignement sur les droits de l'homme pour le cours spécialisé, intitulé *Droits de l'homme et droit international humanitaire*, CRC/Javeriana/CINEP, Bogotá, 2004, livre numérique (en espagnol).

Articles dans des publications indexées

- « Accès à la réparation et construction de la mémoire collective. Nouvelles perspectives offertes par le projet colombien de justice transitionnelle », Olarte-Bácares Carolina, Velásquez-Ruiz Marco, *Revue des entreprises et des droits de l'homme*, vol. 6.3, 2022 (en anglais).
- « Des épées aux mots : L'intersection de la géopolitique et du droit et la discrète expansion du droit international dans la consolidation de l'indépendance des républiques latino-américaines », *Revue d'histoire du droit international (JHIL)*, vol. 21:1, pages 1-32. 2019 (en anglais).
- “La influencia de los pronunciamientos de organismos internacionales en la jurisprudencia de la Corte Constitucional Colombiana en materia de DESC”, *International Law Revista Colombiana de Derecho Internacional*, N. 12, 2008, pages 253-300 (en espagnol).
- “La efectividad del Derecho Internacional del Medio Ambiente”, *International Law Revista Colombiana de Derecho Internacional*, N.5, 2006, pages 429-464 (en espagnol).
- « Les juges du tiers-monde à la Cour internationale de Justice », *International Law Revista Colombiana de Derecho Internacional*, N. 3, 2004, pages 179-250 (en français).
- « L'efficacité des sanctions de l'ONU », *International Law Revista Colombiana de Derecho Internacional*, N. 3, 2004, pages 11-72 (en français).

Principaux séminaires

- « Enseignements retirés des actions des femmes activistes dans le processus colombien de consolidation de la paix », à la conférence Femmes et paix : Dans les pas de Bertha von Suttner, Alliance française, La Haye, décembre 2025 (en anglais).
- « Repenser l'action de l'État : La politique étrangère féministe colombienne, la violence structurelle et les nouvelles masculinités », présentation du livre *Prendre des vies : Récits des auteurs de féminicides en Amérique latine*, Université de Leiden, La Haye, octobre 2025 (en

anglais).

- « La prochaine étape : Façonner l'avenir de l'inclusion : Promouvoir l'égalité hommes-femmes et l'inclusion dans un climat politique instable », principale oratrice à la présentation des prix du Sommet Rise & Lead 2025, La Haye, septembre 2025 (en anglais).
- « Bâtir des ponts, des barrages et des écluses dans l'exercice du droit international », Académie de droit international de La Haye, cours d'hiver, janvier 2025/Université de Maastricht, septembre 2025 (en français et en anglais).
- “El papel de la CPI y la CIJ en el fortalecimiento del Estado de Derecho: Un ecosistema judicial internacional en evolución y con retos permanentes”, au *Congrès mondial du droit*, organisé par l'Association mondiale des juristes, à la table ronde : Renforcer l'État de droit mondial et les droits de l'homme : Le rôle de la Cour pénale internationale et de la Cour internationale de Justice dans le traitement des affaires complexes, République dominicaine, 4-6 mai 2025.
- « Inclusion et diversité à la Cour permanente d'arbitrage : réflexions autour de l'égalité hommes-femmes », remarques liminaires et finales, dans *Inclusion et diversité à la Cour permanente d'arbitrage*, La Haye, 26 mars 2025 (en anglais).
- « Accords de paix d'après-conflit et mécanismes de résolution des différends », à la Conférence Grotius, Université de Leiden /Cour permanente d'arbitrage, La Haye, 7 novembre 2024 (en anglais).
- « Intégration d'approches sensibilisées aux traumatismes dans les mécanismes de responsabilisation pour les atrocités criminelles : Observations de la Colombie », dans *Comment améliorer la qualité des éléments de preuve et promouvoir la guérison des victimes ? Appel à la définition de normes pour intégrer les approches sensibilisées aux traumatismes dans les mécanismes de responsabilisation*, manifestation tenue en marge de la vingt-troisième session de l'Assemblée des États Parties, La Haye, 3 décembre 2024 (en anglais).
- « Comment la Colombie utilise la justice réparatrice transitionnelle pour juger les crimes internationaux », Observations, Cour pénale internationale, La Haye, 23 octobre 2024 (en anglais).
- Séminaire sur le renforcement des capacités d'enquêtes, de poursuites et de traitement judiciaire des graves violations des droits de l'homme et des infractions au droit international humanitaire en Colombie, commentaires introductifs à la séance d'ouverture, Asser Institute et Université d'Amsterdam, La Haye, 24 juin 2024 (en anglais).
- Complémentarité dynamique – Une approche à deux volets, Événement spécial de présentation de la Politique du Bureau du Procureur sur la complémentarité et la coopération : Le cas de la Colombie, membre invité, Cour pénale internationale, La Haye, 2024 (en anglais).
- « Enseignements retirés : médiation dans l'affaire *Páramo de Santurbán* en Colombie », Atelier sur la résolution des différends entre les investisseurs et l'État à la Cour permanente d'arbitrage, La Haye, 14 juin 2024 (en anglais).
- « Bâtir une politique étrangère féministe en Colombie : Difficultés et opportunités », membre invité au *Symposium-atelier Expérience et expression : Bibliothèque des écrivains féminins colombiens – Université de Leiden*, 23 mai 2024 (en anglais).

- Combler l'écart entre les organisations de la société civile et les autorités judiciaires dans la lutte contre l'impunité à l'égard des principaux crimes internationaux, membre invité à la présentation du Projet des autorités nationales contre l'impunité, La Haye, EUROJUST, 12 février 2025 (en anglais). - "Empresas y construcción de paz, Presentación nota de enseñanza", Forum éducatif sur les entreprises et les droits de l'homme/Université pontificale Javeriana, 25 mai 2021 (https://teachbhr.org/resources/teaching-bhr-handbook/teaching-notes/business-and-peacebuilding/). - « Le Tribunal colombien pour la paix (JEP) en tant que mécanisme de gouvernance mondiale : une transition au-delà des frontières et une invitation ouverte à transformer la pratique juridique », conférence, Université de British Columbia, Faculté de droit Allard, Vancouver (Canada), 14 novembre 2019 (en anglais). - Exposé inaugural, Doctorat de droit, Université pontificale Javeriana : Investissements étrangers, entreprises et droits de l'homme : L'épistémologie du droit transnational, Bogotá, 15 août 2017. - "El derecho internacional humanitario y la protección del medio ambiente en las operaciones militares", <i>Jornadas de derecho internacional humanitario</i>, organisé par le Ministère colombien de la justice à Bogotá, Carthagène et Buenaventura (Colombie), juin, juillet et août 2007. - "Las medidas provisionales en el sistema interamericano de derechos humanos", dans <i>Congreso Interamericano de derechos humanos dirigido a las Fuerzas Armadas de Colombia</i>, Bogotá, novembre 2006.
Affiliation à des organismes professionnels et des sociétés
- Membre fondateur de l'<i>Academia Colombiana de Derecho Internacional</i> (ACCOLDI, Académie colombienne de droit international) - Membre de l'Association de droit international et coprésidente du Comité sur les entreprises et les droits de l'homme. - Membre du Comité permanent de l'<i>Escuela Javeriana de Gobierno y Ética Publica</i> (École nationale d'administration et d'éthique publique Javeriana).
Récompenses et distinctions
- 09/2025 : Médaille de Francisco de Paula Pérez, en reconnaissances de contributions importantes pour le droit, en particulier le droit international et les droits de l'homme, Université pontificale Javeriana. - 2015 : Mention (Summa cum laude) décernée à la thèse de doctorat, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. - 2008-2012 : Bourse d'excellence COLCIENCIAS pour les études de doctorat. - 2012 : Centre interuniversitaire européen pour les droits de l'homme – Académie de Venise des droits de l'homme, bourse pour les cours d'été de l'Académie.

- 2011 : Institut universitaire européen, Florence (Italie), bourse pour le cours d'été. - 2009 : Bourse pour le cours d'été en droit international public à l'Académie de droit international de La Haye.
Intérêts personnels
- Athlétisme, marathon, photographie, littérature.
Autres faits pertinents
Dans ses fonctions d'Ambassadeur aux Pays-Bas, ses travaux se caractérisent par la promotion active de l'égalité hommes-femmes et de la lutte contre les violences à caractère sexiste. Elle est membre du réseau des <i>Champions internationaux de l'égalité des sexes (IGC)</i> et de son comité directeur. En 2024, elle a présidé le groupe des femmes ambassadeurs aux Pays-Bas. Elle a participé à de nombreuses réunions de sensibilisation et d'analyse sur les violences à caractère sexiste ; la mise en œuvre de la Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité ; la politique étrangère féministe colombienne ; et le rôle crucial des femmes dans la consolidation de la paix. Il convient donc de noter que l'expérience acquise par l'Ambassadeur Olarte lui offre d'amples connaissances sur les violences contre les femmes, abordées dans différents contextes sociaux, culturels, institutionnels et politiques. Cette expérience lui a permis de mieux comprendre la façon dont les violences contre les femmes ont lieu en tant qu'expressions d'inégalités structurelles. Elle a publié des livres et participé, en tant que rédactrice et membre de comités éditoriaux, à des publications scientifiques sur le droit international et le droit international humanitaire, telles que l'<i>Anuario Iberoamericano sobre Derecho Internacional Humanitario</i> (Manuel ibéro-américain sur le droit international humanitaire) de l'Université de La Sabana, en sa qualité de membre du comité éditorial depuis sa création en 2020 ; le <i>Journal de droit international d'Amérique latine et des Caraïbes (LACJIL)</i> Brill, en tant que rédactrice pour le droit international public depuis 2024 ; et la <i>Revue brésilienne de droit international</i> du Centre universitaire de Brasília (UNICEUB), en tant que membre du comité éditorial depuis 2018. Elle dirige actuellement deux thèses de doctorat : - <i>L'une est intitulée : "La incorporación progresiva de una dimensión ambiental en el estándar internacional de responsabilidad empresarial en materia de derechos humanos: perspectivas cruzadas entre el nivel global y regional latinoamericano"</i> (L'intégration progressive d'une dimension environnementale dans la norme internationale de la responsabilité de l'entreprise à l'égard des droits de l'homme : regards croisés des instances mondiales et régionales latino-américaines). Doctorante : Angela Schembri, doctorat en droit, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/Université pontificale Javériana, doctorat en droit. - <i>L'autre est intitulée : "La responsabilidad empresarial por el desplazamiento de personas"</i> (La responsabilité de l'entreprise dans le déplacement des personnes). Doctorante : Laura Arenas, doctorat en droits de l'homme, Université Carlos III.